

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 29/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COMPAGNIE PETROCHIMIQUE DE BERRE SAS

Raffinerie de Berre
CD54
13130 Berre-l'Étang

SPR/UICPE/JN/n° 586-2024

Références : NN/JPP-D-0273-MRT-2024

Code AIOT : 0006401012

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/02/2024 dans l'établissement COMPAGNIE PETROCHIMIQUE DE BERRE SAS implanté Raffinerie de Berre CD54 13130 Berre-l'Étang. L'inspection a été annoncée le 26/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objectif principal de la visite du 15/02/2024 est de constater l'avancement de la mise en sécurité et le démantèlement des installations à la suite de la cessation d'activité de la Raffinerie de Berre notamment au regard des dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19/01/2018.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMPAGNIE PETROCHIMIQUE DE BERRE SAS
- Raffinerie de Berre CD54 13130 Berre-l'Étang
- Code AIOT : 0006401012
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Ex IED - MTD

Le Pôle Pétrochimique de Berre (PPB) est constitué :

- d'unités pétrochimiques : l'exploitant Basell PolyOléfine (BPO) exploite notamment le vapocraqueur, l'unité de fabrication de polyéthylène, l'unité de production du polypropylène, la Compagnie Pétrochimique de Berre (CPB) exploite les unités de fabrication de caoutchoucs thermoplastiques (appartenant à Kraton), de PVC (appartenant à Kem One) et d'additifs (appartenant à Infineum),
- d'une raffinerie de pétrole exploitée par CPB et dont la déclaration de cessation d'activité a officiellement été déposée le 7 novembre 2014,
- d'un parc regroupant des bacs de stockage (Parc Nord et Parc Sud).

Le pôle accueille également des installations d'utilités soumises à autorisation (chaudières, énergie, traitement des eaux, services supports, tuyauteries reliant le dépôt du Port de la Pointe au pôle pétrochimique) opérées par la société LyondellBasell Services France (LBSF).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Démantèlement des équipements	AP Complémentaire du 19/01/2018, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	24 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en sécurité des équipements	AP Complémentaire du 19/01/2018, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du 15/02/2024 a permis de constater la mise en sécurité de l'ensemble des équipements de l'ex-raffinerie dans les délais imposés par l'APC du 19/01/2018. Une non-conformité a été relevée sur le respect du délai de démantèlement des équipements fixé par ce même arrêté. Cette non-conformité fait l'objet d'une proposition de mise en demeure par l'Inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en sécurité des équipements

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/01/2018, article 2
Thème(s) : Autre, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : La liste des équipements relative à la mise en sécurité de l'ex-raffinerie du site pétrochimique de Berre et les délais associés figurent en annexe confidentielle jointe au présent arrêté au regard du caractère sensible de ces données.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 15/02/2024, l'exploitant a présenté l'état d'avancement de la mise en sécurité des installations de l'ex-raffinerie. La mise en hors exploitation de l'ensemble des équipements a été effectuée pour respecter les délais de l'APC du 19/01/2018.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Démantèlement des équipements

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/01/2018, article 3
Thème(s) : Autre, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : Le démantèlement des équipements mentionnés à l'article 2 du présent arrêté (sauf le collecteur torche hydrocarbure 24", les ballons V2053, V2012, V2021, V2026 et les torches A2002 et A2002 pouvant être maintenus en exploitation) est finalisé au plus tard pour fin 2023.
Constats : Lors de la visite du 15/02/2024, l'inspection a constaté que les équipements suivants ont été mis en hors exploitation (vidangés, nettoyés, dégazés et mis en sécurité) mais ne sont pas démantelés : <ul style="list-style-type: none">- bac T824,- tuyauteries de fioul associées au T824,- bac T825,7- tuyauteries de GOC associées au bac T825,- tuyauteries de GOC et LCO dans la tranchée pétrolière en rue 5 de la raffinerie à proximité des bacs T824 et T825,- tuyauteries de GOC dans la tranchée pétrolière de la raffinerie dans le prolongement de la rue 5. L'exploitant indique qu'à ce jour, aucune démarche n'a été entamée pour le démantèlement de ces équipements. A la suite de la visite d'inspection, par courrier de référence HSEI/ENV/2024/015 du 09/04/2024, l'exploitant a fait part à l'Inspection les justifications du retard pris et du délai proposé pour la fin de démantèlement des équipements. En particulier, l'inspection note les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- la mise à disposition des bacs T824 et T825 a été décalé dans le temps ;- l'équipe dédiée au démantèlement de la raffinerie a dû basculer sur le projet de démantèlement de la Grande Bastide qui est devenu un sujet prioritaire pour l'exploitant au regard des projets de revitalisation en cours. Le chantier de la Grande Bastide a démarré en mars 2024 et devrait durer jusqu'à la fin du premier semestre 2025 ;- les équipements ne présentent aucun risque sécurité, ni environnement au vu de la mise en hors exploitation déjà réalisée. L'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19/01/2018 en : <ul style="list-style-type: none">- transmettant au plus tard le 31/12/2024 le plan de démantèlement des équipements restants de la raffinerie,- finalisant le démantèlement des équipements restants de la raffinerie à l'échéance de fin 2016.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 24 mois